

Cote du document: EB 2020/LOT/P.10/Rev.1
Date: 16 décembre 2020
Distribution: Publique
Original: Espagnol

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt

République de l'Équateur

Projet pour un développement durable et approprié dans les territoires ruraux (DESATAR)

Numéro du projet: 2000002282

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Rossana Polastri
Directrice régionale
téléphone: (+39) 06 5459 2291
courriel: r.polastri@ifad.org

Caroline Bidault
Directrice de pays
téléphone: (+51) 1 6802802
courriel: c.bidault@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle et relations avec les États membres
téléphone: (+39) 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	2
II. Description du projet	3
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, résultats et activités	4
C. Théorie du changement	5
D. Alignement, appropriation et partenariats	5
E. Coût, avantages et financement	5
III. Risques	7
A. Risques et mesures d'atténuation	7
B. Catégorie environnementale et sociale	8
C. Classement au regard des risques climatiques	8
D. Soutenabilité de la dette	8
IV. Exécution	9
A. Cadre organisationnel	9
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	10
C. Plans d'exécution	10
V. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VI. Recommandation	11
Appendices	
I. Convenio de financiación negociado	
II. Marco lógico	
III. Matriz integrada de Riesgos del Proyecto	

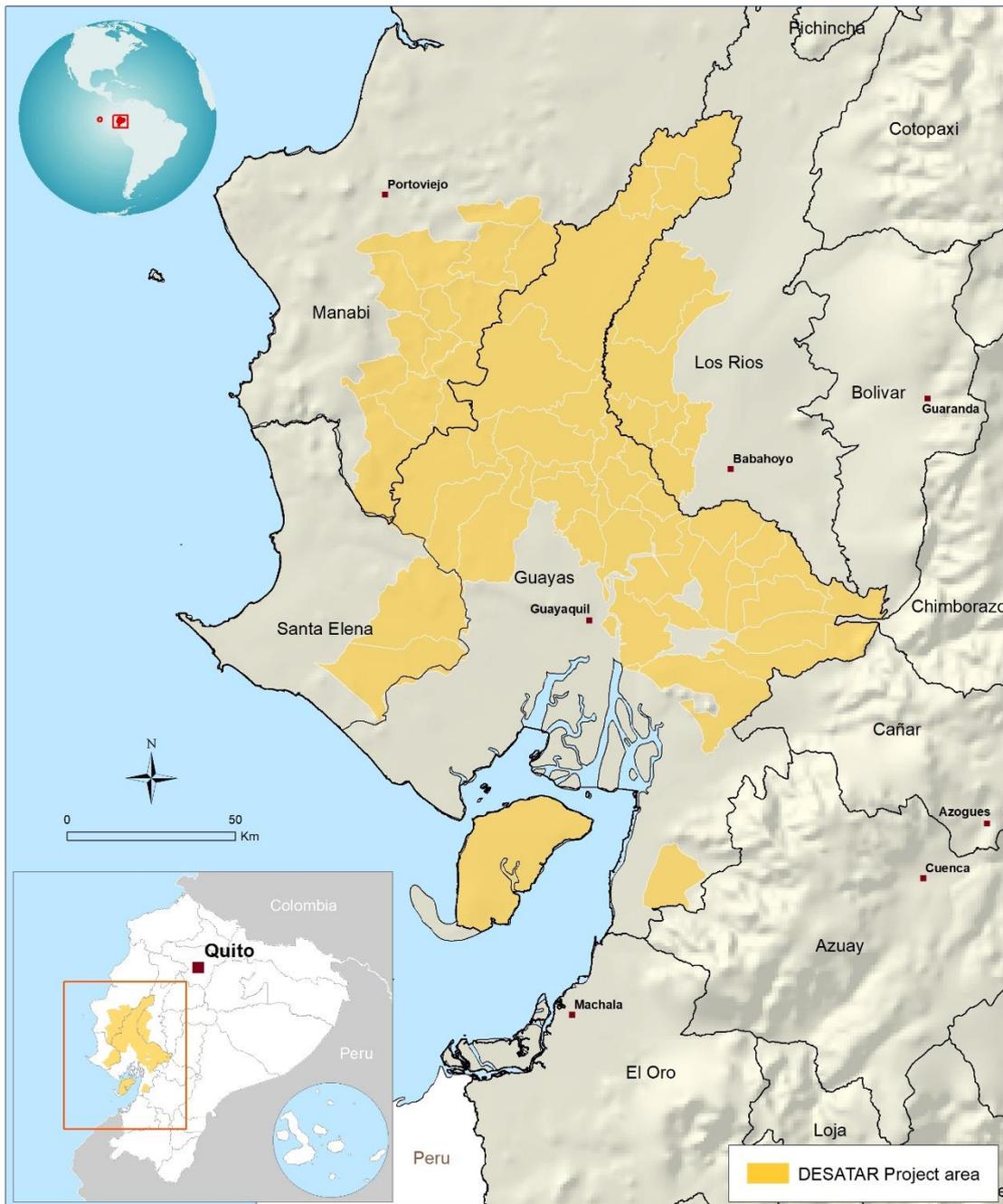
Équipe d'exécution du projet

Directrice régionale:	Rossana Polastri
Directrice de pays:	Caroline Bidault
Spécialiste technique principal du projet:	Enrique Hennings
Responsable des finances:	Johanna Herremans
Spécialiste climat et environnement:	Mattia Prayer Galletti
Juriste:	Purificación Tola Satué

Sigles et acronymes

ESPP	évaluation de la stratégie et du programme de pays
FIDA11	Onzième reconstitution des ressources du FIDA
FMI	Fonds monétaire international
UGP	Unité de gestion du projet

Carte de la zone du projet



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.
Carte établie par le FIDA | 30/04/2020

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République de l'Équateur
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et de l'élevage
Coût total du projet:	31,23 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	23,468 millions d'USD
Conditions de prêt du FIDA:	Ordinaires
Contribution de l'emprunteur:	4,31 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	3,45 millions d'USD
Montant du financement de l'action climatique accordé par le FIDA:	12,335 millions d'USD*
Institution coopérante:	Supervision directe du FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 75.

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. Depuis 2000, l'économie de l'Équateur est dollarisée et dépend du pétrole, lequel représentait 37,5% de la valeur des exportations en 2018. À partir du dernier trimestre de 2014, la chute des prix du pétrole a ralenti la croissance de l'économie, ce qui a eu pour effet de réduire les recettes publiques et d'augmenter la dette publique, laquelle représentait 57% du produit intérieur brut (PIB) en 2018.
2. En mars 2019, le Gouvernement équatorien a signé avec le Fonds monétaire international (FMI) un accord de financement en vue de promouvoir une économie dynamique, durable et inclusive. En octobre 2019, la publication du décret 883, qui prévoit la suppression des subventions aux carburants, a déclenché une protestation sociale menée par le mouvement autochtone.
3. Les indicateurs qui mesurent la qualité des politiques et des institutions attestent que l'Équateur ne montre pas de signe de fragilité sociale ou institutionnelle élevée.
4. Pauvreté (objectif de développement durable n° 1). Grâce à la croissance économique et à des politiques sociales ambitieuses, le taux de pauvreté monétaire est passé de 36,7% en 2007 à 22,5% en 2014, avant de remonter à 25% en décembre 2019, en raison de la crise économique.
5. Le secteur agricole représentait 7,7% du PIB si l'on tient compte de la production primaire, et 4,6% supplémentaires en tenant compte de la production agro-industrielle. Soixante et un pour cent des ménages ruraux travaillent dans l'agriculture familiale, dont 40% dépendent du secteur agroalimentaire.

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

6. **Genre.** En tout, 18,4% des femmes équatoriennes (49% de la population totale) vivent à la campagne. Vingt-trois pour cent des femmes rurales sont cheffes de ménage, 20% n'ont jamais été scolarisées et 58,5% n'ont reçu qu'une instruction de base.
7. **Jeunes.** D'après l'indice des besoins fondamentaux non satisfaits, 63,6% des jeunes ruraux sont pauvres, tandis que 27,1% vivent dans l'extrême pauvreté. Dans les zones rurales, la durée moyenne de la scolarité est de 7,5 ans, contre 11,3 ans dans les zones urbaines.
8. **Peuples autochtones.** La population autochtone (recensement de 2010) représente 7,5% des habitants du pays. Les disparités entre les autochtones et le reste de la population persistent: 50% des familles autochtones vivent dans la pauvreté, contre 43% pour les familles de Montubios, 34% pour les familles afro-équatoriennes, 21% pour les familles de Mestizos et 14% pour les familles de Blancs.
9. **Nutrition.** Le problème de la nutrition comporte deux dimensions: d'une part le surpoids, qui touche 63% des adultes, et d'autre part la malnutrition infantile chronique, dont souffrent 23% des enfants.

10. **Climat et environnement.** Les conséquences des changements climatiques et l'intensification des aléas climatiques, associés à la répartition et à la fréquence des épisodes de fortes précipitations dans certaines zones, constituent le principal risque pour l'agriculture.
11. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11), le projet a été validé comme:
- incluant un financement climatique;
 - transformateur sur le plan du genre;
 - axé sur les jeunes.

Justification de l'intervention du FIDA

12. Depuis plus de 40 ans, le FIDA, seul bailleur de fonds extérieur doté de ce mandat spécifique, et le Gouvernement équatorien mettent en œuvre des investissements visant à réduire la pauvreté chez les petits producteurs ruraux au moyen de dix projets.
13. Les activités menées consistent à: i) adapter les technologies, les innovations et les bonnes pratiques de production pour protéger l'environnement et atténuer les changements climatiques; ii) accorder la priorité aux filières en mettant l'accent sur la demande; iii) accroître les revenus des petits producteurs; iv) renforcer les organisations de petits producteurs pour qu'elles puissent fournir davantage de services de meilleure qualité à leurs membres; v) encourager les politiques publiques qui favorisent l'égalité entre les générations et l'égalité femmes-hommes, le FIDA contribue au développement économique et coopératif des petits producteurs ruraux pauvres, des femmes et des jeunes, ainsi qu'à la durabilité environnementale de la production.

B. Enseignements tirés

14. La trajectoire commune du Gouvernement équatorien et du FIDA en matière de réduction de la pauvreté et de développement rural a généré de nombreux enseignements, qui ont été récemment systématisés dans l'évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP) de 2019 et intégrés dans le présent projet. En ce qui concerne l'exécution, les principaux facteurs pris en compte sont les suivants:
- i) **Zone d'intervention du projet.** Les zones d'intervention du projet doivent être contiguës afin de réduire les coûts logistiques et de regrouper au mieux les ressources¹.
 - ii) **Stratégie relative aux questions de genre.** Afin d'atteindre les objectifs en matière d'égalité femmes-hommes, il convient d'élaborer une stratégie relative au genre et à l'autonomisation des femmes, en y incluant les activités et les indicateurs définis lors de la conception du projet.
 - iii) **Jeunes ruraux.** L'intérêt des jeunes pour les activités de production primaire est faible et continue de décliner. Les jeunes se montrent davantage intéressés par les activités innovantes qui produisent de la valeur ajoutée.
 - iv) **Le fait de disposer d'une unité de gestion** pour les questions administratives, techniques et financières (par exemple, le Programme d'appui au "Bon vivre" dans les territoires ruraux) facilite l'exécution des projets.
 - v) **Les changements de gouvernement et de politiques** peuvent avoir un impact sur l'exécution des projets. Le choix d'un thème central pour le

¹ Cet enseignement figure dans la version révisée du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) de 2018 et a été repris dans le projet de rapport final de l'ESPP de 2019.

développement du pays, comme l'innovation technologique et sociale, peut faciliter l'appropriation du projet par un nouveau gouvernement.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

15. L'**objectif de développement** consiste à améliorer les revenus des petits producteurs ruraux pauvres, notamment les femmes et les jeunes, ainsi que la durabilité environnementale et la résilience climatique des activités productives dans la zone du projet. Cela devrait contribuer à réduire la pauvreté parmi les petits producteurs ruraux pauvres dans le bassin inférieur du fleuve Guayas.
16. Le projet est conforme au premier objectif stratégique du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) de 2014 prolongé jusqu'en 2020, qui consiste à "améliorer l'accès aux actifs et aux ressources pour appuyer la diversification de l'économie rurale de l'Équateur, en promouvant, entre autres, les entreprises associatives et les investissements générateurs d'emplois et de revenus pour les familles rurales pauvres en Équateur".
17. **Zone du projet.** Le projet sera mis en œuvre dans quatre provinces et 33 cantons: i) les 25 cantons de la province de Guayas, à l'exclusion des zones urbaines et côtières; ii) trois cantons de la province de Los Ríos; iii) quatre cantons de la province de Manabí; iv) un canton de la province de Santa Elena.
18. **Ciblage géographique.** Les critères utilisés pour le ciblage géographique sont conformes aux Directives opérationnelles révisées du FIDA relatives au ciblage (septembre 2019). Les critères suivants ont été adoptés: i) incidence et intensité de la pauvreté; ii) dégradation de l'environnement et vulnérabilité climatique; iii) potentiel productif.
19. **Moyens d'existence du groupe cible et principales filières.** Les principales filières dans la zone du projet sont le riz et le maïs jaune. Ces secteurs, ainsi que celui du cacao, fournissent des moyens d'existence à la plupart des petits producteurs pauvres et jouent un rôle de premier plan dans la sécurité alimentaire du pays.
20. **Groupes cibles.** Le projet devrait bénéficier à 10 000 petits producteurs ruraux pauvres dans les paroisses sélectionnées.
21. **L'accent mis sur les femmes et les jeunes.** Le groupe cible sera composé d'au moins 40% de femmes, dont 20% de cheffes de ménage. Les organisations de femmes bénéficieront d'un traitement préférentiel dans l'accès aux ressources et aux services fournis dans le cadre du projet.
22. **Peuples autochtones.** Le projet se concentrera sur au moins 500 membres de la communauté huancavilca (5% du groupe cible), dont 40% devront être des femmes et 20% des jeunes.
23. Le projet participera à la réalisation des objectifs du Plan d'action pour l'égalité des sexes (2019-2025) relatif à l'intégration au FIDA d'approches porteuses de transformation sur le plan du genre, et contribuera à ce que 25% des projets approuvés au titre de FIDA11 soient considérés comme porteurs de transformation sur le plan du genre.
24. **Organisations de petits producteurs.** On recense dans les paroisses sélectionnées quelque 330 organisations de petits producteurs actives. La plupart comptent entre 10 et 50 membres, avec une moyenne de 35 membres par organisation².

² Liste non officielle fournie par le Ministère de l'agriculture et de l'élevage (20 août 2019).

B. Composantes, résultats et activités

25. Le projet comprendra les composantes suivantes:
26. **Composante 1: appropriation des innovations et des bonnes pratiques.** Cette composante vise à recenser et à valider les meilleures technologies et pratiques agronomiques et de coopération qui ont déjà fait leurs preuves en Équateur et dans d'autres pays, et qui répondent aux besoins préalablement définis et hiérarchisés avec les petits producteurs.
27. Les activités prévues dans le cadre de cette composante comprennent: le recensement, l'adaptation, la démonstration, la validation et la diffusion des innovations et des bonnes pratiques éprouvées aussi bien en Équateur qu'à l'étranger. L'appropriation par les organisations de petits producteurs, qui est l'étape préalable à l'adoption, se manifeste par l'inclusion des bonnes pratiques et des innovations dans les plans de développement durable qui seront cofinancés au titre de la composante 2.
28. **Composante 2: investissements productifs, durables et inclusifs.** Cette composante vise à garantir que les organisations de petits producteurs adoptent les innovations et les bonnes pratiques et à encourager, par là même, leur adoption par l'ensemble des petits producteurs bénéficiaires.
29. Les activités prévues dans le cadre de cette composante sont les suivantes:
 - i) appel à candidatures adressé à l'ensemble des organisations de petits producteurs des paroisses dans la zone d'intervention; ii) analyse de leur admissibilité et diagnostic de leurs capacités organisationnelles; iii) analyse des besoins et des demandes des organisations de petits producteurs; iv) analyse de l'offre de produits dans le territoire et définition des produits locaux typiques; v) application de la procédure de consentement préalable, libre et éclairé dans les communautés qui se définissent comme autochtones; vi) consolidation de la demande des organisations de petits producteurs; vii) adaptation aux axes de travail énoncés dans la composante 1.
30. **Composante 3: gestion et administration du projet.** Cette composante vise à optimiser la gestion et l'administration du projet.
31. Les activités prévues dans le cadre de cette composante sont les suivantes:
 - i) planification des opérations; ii) gestion financière et administrative; iii) suivi-évaluation; iv) gestion des savoirs et communication.
32. Les activités de gestion des savoirs et les possibilités de concertation sur les politiques contribueront à l'établissement de politiques publiques qui renforcent les innovations rurales par le transfert de technologies et l'adoption de bonnes pratiques, afin d'évoluer vers une agriculture familiale durable à la fois porteuse de transformation sur le plan du genre et attractive pour les jeunes ruraux.
33. **Composante 4: réponse aux situations d'urgence.** Cette composante vise à fournir au Gouvernement équatorien un outil lui permettant de pallier toute situation d'urgence survenant dans les zones rurales. Les situations d'urgence comprises dans cette composante concernent les événements liés à des crises ou à des catastrophes naturelles ou d'origine humaine qui ont eu, ou sont susceptibles d'avoir une incidence économique ou sociale négative. À la demande du Gouvernement équatorien, le FIDA réaffectera à cette composante les fonds non utilisés dans les autres composantes.

C. Théorie du changement

34. Le Projet pour un développement durable et approprié dans les territoires ruraux (DESATAR) vise à accroître la productivité, la compétitivité et les revenus des petits producteurs ruraux pauvres du bassin inférieur du fleuve Guayas, notamment ceux des femmes et des jeunes, et à renforcer la durabilité environnementale et la résilience climatique de leurs activités agricoles.
35. Pour ce faire, le projet s'est fixé comme **objectif de développement** d'améliorer les revenus des petits producteurs ruraux pauvres, notamment ceux des femmes et des jeunes, ainsi que la durabilité environnementale de leurs activités productives dans la zone du projet. Le **but** est de contribuer à réduire la pauvreté parmi les petits producteurs ruraux dans le bassin inférieur du fleuve Guayas.
36. Les différentes initiatives proposées devraient permettre aux petits producteurs ruraux et à leurs organisations d'accroître leurs rendements, d'adopter des technologies et des bonnes pratiques de gestion environnementale et d'adaptation aux changements climatiques, de réduire les coûts unitaires de production, de diversifier la production et d'en accroître la valeur ajoutée, de participer aux négociations commerciales dans de meilleures conditions, d'augmenter les ventes, d'améliorer les compétences des femmes en matière de leadership et de mieux préparer les jeunes au marché du travail.

D. Alignement, appropriation et partenariats

37. **Alignement et complémentarité avec les politiques nationales.** Le projet est conforme au plan national de développement (2017-2021) et à la nouvelle politique agricole du pays, laquelle vise à renforcer la productivité et la compétitivité en vue d'éliminer la pauvreté.
38. **Objectifs de développement durable et Programme de développement durable à l'horizon 2030.** Le projet entend contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 1 (pas de pauvreté), 2 (faim zéro), 5 (égalité des sexes), 10 (inégalités réduites) et 15 (vie terrestre).
39. **Priorités du FIDA.** Le projet promeut les principaux domaines thématiques du FIDA: le genre, les jeunes, l'environnement et les peuples autochtones. De plus, il est conforme aux objectifs de FIDA11 en matière de transformation des rapports entre les sexes et à ceux de l'ESPP.
40. **Acteurs clés et leur collaboration dans le cadre du projet.** Le projet visera à compléter au mieux les projets menés par le Ministère de l'agriculture et de l'élevage (et ceux financés par le FIDA) afin d'éviter les doublons.

E. Coût, avantages et financement

41. Selon les méthodes des banques multilatérales de développement relatives au financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, le montant total alloué par le FIDA au projet au titre du financement de l'action climatique est estimé à 12 335 000 USD (53% de l'investissement effectué au titre de FIDA11).

Coûts du projet

42. Les coûts du projet sont répartis entre deux composantes opérationnelles et une composante administrative, pour un total de 31,2 millions d'USD, dont 18,1% alloués à la composante 1, 68,1% à la composante 2 et 13,8% à la composante 3.

Tableau 1
Coût du projet par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	FIDA		Gouvernement équatorien		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Appropriation des innovations et des bonnes pratiques	4 972	21,2	678	15,7	-	-	5 650	18,1
2. Investissements productifs, durables et inclusifs	14 456	61,6	3 368	78,1	3 450	100,0	21 274	68,1
3. Gestion et administration du projet	4 040	17,2	269	6,2	-	-	4 308	13,8
4. Réponse aux situations d'urgence	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	23 468	75,1	4 315	13,8	3 450	11,0	31 232	100,0

Tableau 2
Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	FIDA		Gouvernement équatorien		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Transferts	18 404	78,4	4 034	93,5	3 450	100,0	25 888	82,9
2. Assistance technique	1 073	4,6	18	0,4	-	-	1 091	3,5
3. Services de consultants	603	2,6	82	1,9	-	-	685	2,2
4. Équipements, matériel et véhicules	329	1,4	45	1,0	-	-	374	1,2
Dépenses d'investissement	20 409	87,0	4 180	96,9	3 450	100,0	28 038	89,8
5. Salaires et coûts opérationnels	3 059	13,0	135	3,1	-	-	3 194	10,2
Dépenses récurrentes	3 059	13,0	135	3,1	3 450	-	3 194	10,2
Total	23 468	75,1	4 315	13,8	3 450	11,0	31 232	100,0

Tableau 3
Coût du projet par composante et par année
(en milliers d'USD)

Composante	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Appropriation des innovations et des bonnes pratiques	4 000	67,5	1 650	15,4	-	-	-	-	-	-	5 650	18,1
2. Investissements productifs, durables et inclusifs	886	15,0	8 331	77,9	7 783	91,5	3 887	82,6	388	27,6	21 274	68,1
3. Gestion et administration du projet	1 036	17,5	711	6,6	723	8,5	819	17,4	1 019	72,4	4 308	13,8
4. Réponse aux situations d'urgence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	5 922	19,0	10 692	34,2	8 506	27,2	4 706	15,1	1 406	4,5	31 232	100,0

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

43. Le plan de financement du projet prévoit trois sources: i) le FIDA, qui fournira un montant total d'environ 23,46 millions d'USD (soit 75% du coût du projet); ii) l'emprunteur, à savoir le Gouvernement équatorien, qui apportera l'équivalent de 4,3 millions d'USD (13,8%) en ressources ordinaires; iii) les bénéficiaires, qui fourniront un montant équivalent à 3,45 millions d'USD (11%) en espèces.
44. Afin de ménager l'espace fiscal, le Gouvernement équatorien demande à ce que les taxes liées au prêt du FIDA (3,9% du montant total du projet, soit 1,2 million d'USD) soient prises en charge. Parallèlement, le Gouvernement équatorien augmentera sa contribution à d'autres lignes, de façon à maintenir le montant total de la contrepartie.

Décaissement

45. L'emprunteur ouvrira et tiendra un compte désigné libellé en dollars des États-Unis auprès de la Banque centrale de l'Équateur pour recevoir à l'avance, et exclusivement, le financement du FIDA. Les fonds du prêt seront gérés sur un compte unique du Trésor, via le système e-SIGEF, qui servira à effectuer les demandes de paiement et de virement aux fournisseurs, aux organisations bénéficiaires et aux fonctionnaires à travers le système de paiement interbancaire. Les décaissements seront effectués conformément au Manuel de décaissement des prêts du FIDA.

Résumé des avantages et analyse économique

46. **Viabilité financière.** Le taux de rentabilité interne du projet sur dix ans est supérieur au taux d'intérêt moyen en vigueur (11,83%) et se situe entre 43% et 118% (taux de rentabilité financière interne); les valeurs actuelles nettes financières se situent entre 1 340 et 8 140 USD, ce qui atteste de la viabilité financière du projet. Ainsi, si l'on prend en compte les six modèles sur une base consolidée, la valeur actuelle nette financière agrégée du projet se monte à 15,5 millions d'USD, le taux de rentabilité financière interne agrégé se situe à 28,0% et le rapport entre avantages et coûts est de 1,37.
47. La **viabilité économique** est déterminée en fonction du prix économique de la main-d'œuvre non qualifiée et des intrants, le coefficient de conversion étant fonction du taux de change et le taux d'actualisation social s'établissant à 12%. Les résultats agrégés montrent que le projet est économiquement viable, avec: i) un taux de rentabilité économique interne de 34%; ii) une valeur actuelle nette économique du bénéfice net supplémentaire de 21,6 millions d'USD; iii) un rapport entre avantages et coûts de 1,55.

Stratégie de sortie et durabilité

48. Le projet comportera deux approches en matière de durabilité: i) une approche programmatique grâce à laquelle le groupe cible et l'organisme d'exécution continueront à appliquer au fil du temps les technologies et les bonnes pratiques issues des activités de recherche, d'adaptation et d'appropriation promues par le projet; ii) une approche de reproduction à plus grande échelle, qui s'intéressera à la portée des effets ou des avantages du projet. Une reproduction du projet à plus grande échelle pourrait avoir lieu si le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, ou d'autres institutions, valident les changements et les diffusent auprès d'autres groupes.
49. Les outils proposés pour promouvoir la durabilité sont les suivants: la démarche territoriale; l'approche fondée sur la demande; la promotion des partenariats; le renforcement des capacités, des savoirs et des compétences; le cofinancement.
50. **Suivi-évaluation de la stratégie de durabilité.** Des indicateurs de durabilité seront définis dès le début du projet, et une stratégie complète sera élaborée et soumise à un examen à mi-parcours.

III. Risques

A. Risques et mesures d'atténuation

51. Les principaux risques qui pourraient affecter l'exécution du projet, et les mesures d'atténuation correspondantes, ont été définis à l'étape de la conception:

Tableau 4
Évaluation du risque

<i>Risques</i>	<i>Risque inhérent</i>	<i>Risque résiduel</i>
Contexte national	Modéré	Modéré
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré	Modéré
Contexte environnemental et climatique	Substantiel	Modéré
Portée du projet	Modéré	Modéré
Capacités institutionnelles d'exécution et durabilité	Substantiel	Modéré
Fiduciaire		
Gestion financière	Modéré	Faible
Passation de marchés	Modéré	Faible
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Modéré
Parties prenantes	Substantiel	Modéré
Risque global	Modéré	Modéré

B. Catégorie environnementale et sociale

52. Le projet a été classé dans la catégorie environnementale et sociale B, car:
- i) l'appui du projet sera conditionné à l'engagement des bénéficiaires à ne pas déboiser pour augmenter les surfaces cultivables, à ne pas pratiquer le brûlis et à préserver les forêts et la végétation indigène, pratiques qui feront l'objet d'un suivi-évaluation au cours de l'exécution;
 - ii) les pratiques de gestion non durable des ressources naturelles ne seront pas encouragées;
 - iii) la construction d'infrastructures d'irrigation qui pourraient avoir une incidence négative sur les écosystèmes fragiles du territoire n'est pas envisagée;
 - iv) ni le déplacement ni la réinstallation de communautés rurales n'est envisagé.

C. Classement au regard des risques climatiques

53. S'agissant des risques climatiques, le projet est classé dans la catégorie de risque "modéré", car les provinces et cantons qui composent la zone du projet sont vulnérables aux effets des changements climatiques, lesquels oscillent entre les catégories de risque "modéré" et "faible".
54. Les interventions du projet seront concentrées dans les zones intérieures, où la vulnérabilité est moindre, et favoriseront la réhabilitation des sols dégradés grâce à l'adoption de bonnes pratiques agricoles, à la préservation des forêts humides et sèches et au développement d'activités de reboisement et d'agroforesterie.

D. Soutenabilité de la dette

55. Le rapport de pays du FMI publié en mars 2019, avant la pandémie de COVID-19, indiquait que la dette publique de l'Équateur était entrée dans une phase durable, des améliorations significatives étant attendues concernant la situation budgétaire du pays.
56. Les difficultés économiques de l'Équateur ont été aggravées par les effets de la COVID-19 et la forte baisse des cours du pétrole à l'échelle mondiale. Le Gouvernement équatorien a sollicité une aide financière auprès du FMI afin de couvrir les besoins urgents de la balance des paiements, et soutiendra les politiques visant à orienter les fonds vers les secteurs les plus touchés.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

57. L'organisme responsable de l'exécution du projet sera le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, par l'intermédiaire du Sous-Secrétariat à la production agricole.
58. Le Sous-Secrétariat à la production agricole établira une unité d'exécution décentralisée chargée de veiller à la mise en œuvre du projet. Ce modèle d'organisation confère au projet une indépendance administrative, technique et financière.
59. L'unité de gestion décentralisée sera basée dans les locaux du Ministère de l'agriculture et de l'élevage, à Guayaquil, et comprendra douze spécialistes: i) un chargé ou une chargée de projet; ii) un administrateur financier ou une administratrice financière; iii) un trésorier ou une trésorière; iv) un ou une comptable; v) un ou une responsable du budget; vi) un ou une responsable de la planification et du suivi-évaluation; vii) un ou une responsable de l'inclusion sociale; viii) un ou une responsable de la composante 1; ix) un ou une responsable de la composante 2; x) un ou une spécialiste de l'environnement et un ou une spécialiste de l'adaptation aux changements climatiques; xi) un ou une juriste. Deux bureaux seront également créés au sein des directions de district du Ministère de l'agriculture et de l'élevage à Portoviejo et à Babahoyo pour appuyer et suivre l'exécution du projet.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

60. La gestion financière se fera dans le respect des dispositions et directives émises par le Sous-Secrétariat à la production agricole du Ministère de l'agriculture et de l'élevage et incombera à l'unité de gestion décentralisée, laquelle devra mener les activités suivantes: i) élaborer les plans opérationnels annuels; ii) veiller à ce que les fonds devant être fournis par les diverses sources de financement soient bien disponibles dans les délais impartis; iii) établir les demandes de retrait de fonds et les présenter au FIDA; iv) gérer les appels d'offres et les passations de marchés; v) mettre en place un système comptable satisfaisant et des contrôles internes efficaces; vi) établir les rapports et les états financiers et les présenter au FIDA; vii) coordonner les procédures d'audit; viii) mettre en œuvre des mesures et des politiques de lutte contre la corruption, conformément à la réglementation nationale et aux politiques du FIDA en la matière.
61. Lors de la conception, le risque fiduciaire a été jugé modéré, en raison de possibles retards dans l'exécution par manque d'espace fiscal et dans le recrutement de personnel expérimenté en gestion de financements externes.
62. **Passation des marchés.** La passation des marchés afférents aux biens et services financés par le prêt obéira à la réglementation nationale, tout en étant conforme aux dispositions du service national des marchés publics de l'Équateur et aux Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets. Le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, par l'intermédiaire de l'Unité de gestion du projet (UGP), présentera au FIDA pour avis de non-objection le plan annuel de passation des marchés, en même temps que le plan opérationnel annuel.
63. **Audits.** L'UGP, par l'intermédiaire du Ministère de l'agriculture et de l'élevage, demandera chaque année au Bureau du Contrôleur général de l'État d'inclure des audits des états financiers du projet dans son plan de travail annuel. Le rapport d'audit sera soumis au FIDA dans les six (6) mois suivant la fin de l'exercice financier. Le Contrôleur général de l'État sera invité à fournir un avis explicite sur les états financiers et une lettre sur l'évaluation des contrôles internes. En outre, étant donné que les ressources seront transférées aux organisations de petits producteurs, le Contrôleur général de l'État sera invité à examiner ces fonds.

64. **Prévention et répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles.** La Politique du FIDA en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles de 2018 s'applique aux bénéficiaires des fonds du FIDA, ainsi qu'aux tierces parties engagées dans le cadre du projet et rémunérées avec les fonds du FIDA. Le Fonds veille à ce que sa politique de tolérance zéro à l'égard de ce type de harcèlement soit appliquée dans ses opérations.
65. **Mécanisme de plaintes et réclamations.** Le FIDA a mis en place une procédure destinée à donner suite aux préoccupations et réclamations concernant le non-respect présumé de ses politiques environnementales et sociales et des obligations qui découlent de ses Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC) dans le cadre des projets qu'il finance. Au début de la mise en œuvre, le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, qui est l'organisme d'exécution du projet, mettra en place le Mécanisme de plaintes et réclamations afin de répondre aux préoccupations et réclamations des parties impliquées dans le projet.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

66. Au cours des 12 premiers mois de l'exécution du projet, un mécanisme de suivi-évaluation et de gestion des savoirs sera établi.
67. Le projet prévoira de développer: i) un plan de suivi-évaluation qui permettra de contrôler le respect des mesures de gestion des risques environnementaux, climatiques et sociaux; la méthode de l'indice de l'autonomisation des femmes dans l'agriculture (voir la section sur la stratégie relative au genre); ii) des indicateurs pour mesurer la durabilité et les résultats; iii) un plan présentant le système informatique qui sera utilisé dans le cadre du suivi-évaluation pour enregistrer, stocker et organiser les données de suivi en vue de leur analyse.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

68. Le DESATAR vise à introduire des innovations dans au moins 10 domaines pertinents pour le développement durable du secteur agricole. Ces innovations auront pour but de favoriser la durabilité environnementale, sociale et économique des organisations de petits producteurs.
69. Le projet utilisera les instruments techniques de la coopération Sud-Sud et triangulaire pour collaborer avec l'un des instituts de recherche les plus réputés d'Amérique latine, l'Institut national de recherche agronomique brésilien (EMBRAPA), lequel, fort de son expérience dans le développement de technologies et le domaine de l'innovation, aidera à formuler les directives et le mandat qui serviront à sélectionner les institutions partenaires locales, notamment les universités et les centres de recherche.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

70. Tout de suite après la négociation de l'accord de financement et avant la signature, l'emprunteur et l'entité d'exécution confirmeront l'allocation de crédits budgétaires en vue du démarrage et de l'exécution du projet. Les activités préparatoires ci-après, qui démarreront après la signature de l'accord de financement, permettront un lancement rapide et une exécution efficace: i) recrutement du chargé ou de la chargée de projet et de l'administrateur financier ou de l'administratrice financière; ii) mise à jour du plan d'activité annuel, du plan de passation des marchés pour la première année et du manuel relatif aux opérations du projet; iii) recrutement par voie concurrentielle du personnel technique, financier, administratif et d'appui; iv) fourniture d'installations adéquates à l'UGP; v) organisation de l'atelier de démarrage, une fois les activités précédentes achevées. Les systèmes de comptabilité et de suivi-évaluation devront être opérationnels au cours des

12 premiers mois de l'exécution. Leur fonctionnement efficace sera une condition préalable aux décaissements.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

71. Le projet fera l'objet d'une supervision directe du FIDA, en coordination avec le Gouvernement équatorien, conformément aux directives relatives aux modalités de supervision directe en vigueur et à la réglementation nationale. Les missions viseront à déterminer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs, la performance du projet et la conformité avec les normes et paramètres établis. Il conviendra de mener: i) au minimum une mission de supervision et une mission d'appui à l'exécution chaque année; ii) un examen à mi-parcours, à partir de la troisième année d'exécution; iii) une mission de clôture, sur laquelle reposera le rapport final du projet.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

72. Un accord de financement entre la République de l'Équateur et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
73. La République de l'Équateur est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
74. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

75. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de l'Équateur un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de vingt-trois millions quatre cent soixante-huit mille dollars des États-Unis (23 468 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Convenio de financiación negociado: "Proyecto Desarrollo Sostenible y Apropiado en Territorios Rurales (DESATAR)"

(Negociaciones concluidas el 18 noviembre 2020)

Número del Préstamo: [insertar número]

Proyecto Desarrollo Sostenible y Apropiado en Territorios Rurales (el "Proyecto" o "DESATAR")

La República del Ecuador (el "Prestatario/Receptor")

y

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "Fondo" o el "FIDA")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y los dos colectivamente las "Partes")

PREÁMBULO

CONSIDERANDO que el Prestatario ha solicitado al Fondo financiar el Proyecto y el Fondo acepta proporcionar un préstamo para apoyar en la financiación del mismo.

CONSIDERANDO que el Prestatario acepta que las actividades del Proyecto sean financiadas de conformidad con el presente Convenio;

El FIDA ACUERDA conceder un Préstamo de sus propios recursos al Prestatario para asistir en la financiación del Proyecto de acuerdo con los términos y condiciones establecidos en el presente Convenio; y

Las Partes acuerdan además lo siguiente:

Sección A

1. Los siguientes documentos en su conjunto conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la Descripción y las Disposiciones de ejecución del Proyecto (Anexo 1), el Cuadro de asignaciones (Anexo 2), Compromisos especiales (Anexo 3), y las *Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola* de fecha 29 de abril de 2009 y modificadas en diciembre de 2018 (las "Condiciones Generales").
2. Las Condiciones Generales en sus sucesivas versiones enmendadas y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio, salvo que se indique lo contrario. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.
3. A raíz del presente convenio el Fondo proporcionará al Prestatario un Préstamo (la "Financiación"), que éste utilizará para ejecutar el Proyecto de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

Sección B

1. La Financiación estará compuesta por un Préstamo de USD 23,470,000 (veintitrés millones cuatrocientos setenta mil dólares de los Estados Unidos de América).
2. La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo será el dólar de los Estados Unidos de América.
3. El Préstamo se concede en condiciones ordinarias con un plazo de reembolso de 31 años incluido un periodo de gracia de 8 años a partir de la fecha de cumplimiento de las condiciones previas para el retiro de los fondos.
4. El préstamo estará sujeto a intereses sobre el capital de préstamo pendiente de reembolso al tipo de interés variable de referencia de FIDA con un margen fijo proporcionado por el FIDA.
5. El Ejercicio Financiero o fiscal del Prestatario aplicable será del 1º de enero al 31 de diciembre de cada año. El Ejercicio Financiero corresponde al año fiscal del Prestatario.
6. Los pagos del capital y los intereses/cargos por servicio del Préstamo serán pagaderos cada 15 de mayo y 15 de noviembre.
7. El Prestatario abrirá en el Banco Central de Ecuador una cuenta designada en Dólares de los Estados Unidos para recibir en ella exclusivamente los recursos del Préstamo; adicionalmente, abrirá las cuentas que correspondan para el Proyecto.
8. El Prestatario proporcionará financiación de contrapartida para el Proyecto por un monto estimado de USD 4,315,000 (cuatro millones trescientos quince mil dólares de los Estados Unidos de América).

Sección C

1. El Organismo Responsable del Proyecto es el Ministerio de Agricultura y Ganadería (MAG), quien, a través de la Unidad Ejecutora del Proyecto (UEP), será el responsable de la gestión del Proyecto.
2. Se llevará a cabo la Revisión de Medio Término como se especifica en la Sección 8.03 b) y c) de las Condiciones Generales, pudiendo las Partes acordar otra fecha para llevar a cabo la Revisión de Medio Término de la ejecución del Proyecto.
3. La Fecha de Terminación del Proyecto será el quinto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio y la Fecha de cierre del financiamiento será seis (6) meses después, o cualquier otra fecha que el Fondo pueda designar mediante notificación al Prestatario.

Sección D

1. El Fondo gestionará la contabilidad interna de las cuentas del Préstamo y de los desembolsos correspondientes y supervisará el Proyecto.

Sección E

1. Adicionalmente a los motivos previstos en las Condiciones Generales, se considera motivo para la suspensión del derecho del Prestatario a solicitar desembolsos conforme al presente Convenio que:

- a) Que el FIDA haya constatado que los recursos de la Financiación no están siendo canalizados adecuadamente a la población objetivo del Proyecto;
- b) Cualquiera de las disposiciones del Manual de Operaciones del Proyecto (MOP) haya sido objeto de cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda u otra modificación, sin el acuerdo previo de las Partes, y el FIDA haya determinado, previa consulta con el Prestatario, que tal cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda o modificación ha tenido consecuencias adversas sustanciales para el Proyecto.

2. Adicionalmente a las condiciones generales previstas, se considera que son condiciones específicas adicionales para el retiro de fondos de la cuenta del Préstamo:

- a) Que la UEP haya sido establecida y que se haya seleccionado y contratado al Gerente de la UEP y al Coordinador(a) Administrativo(a) Financiero(a);
- b) Que el Fondo haya dado la no objeción al MOP;
- c) Que se haya abierto la cuenta designada y las cuentas del Proyecto;
- d) Que se hayan asignado los fondos de contrapartida en el presupuesto general del Prestatario;
- e) Que el Proyecto haya implementado un sistema contable informatizado aceptable por el FIDA.

3. El Prestatario designa al Ministro de Economía y Finanzas o la persona debidamente delegada como su representante a los efectos de la Sección 15.03 de las Condiciones Generales.

4. Se indican a continuación los representantes designados:

Por el Prestatario

Ministro
Ministerio de Economía y Finanzas
República del Ecuador

Por el FIDA

Presidente
Fondo Internacional

de Desarrollo Agrícola

5. Se indican a continuación las direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionados con el presente Convenio:

Por el Prestatario:

Subsecretario de Financiamiento Público
Ministerio de Economía y Finanzas
Av. Amazonas entre Pereira y Unión Nacional de Periodistas
Plataforma Gubernamental de Gestión Financiera. Pisos 10 y 11
Quito, Ecuador.
Correo electrónico: documentosmef@finanzas.gob.ec

Por el Fondo:

Presidente
Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola
Via Paolo di Dono 44
00142 Roma, Italia

El presente Convenio, de fecha [insertar fecha], se ha preparado en idioma español en dos (2) copias originales, una (1) para el Fondo y una (1) para el Prestatario y entrará en vigor, conforme a la Sección 13.01 de las Condiciones Generales.

REPÚBLICA DEL ECUADOR

[insertar nombre del Representante Autorizado]
[insertar su título]

FONDO INTERNACIONAL PARA EL DESARROLLO AGRÍCOLA

Gilbert F. Houngbo
Presidente

Anexo 1

Descripción del Proyecto y disposiciones de ejecución

I. Descripción del Proyecto

1. *Área del Proyecto.* Es el territorio rural de la cuenca baja del río Guayas, con la exclusión de las áreas costeras, áreas de manglar y de la superficie de los humedales que son sitios Ramsar. El área así definida incluye 4 provincias y 33 cantones: i) todos los 25 cantones de la provincia de Guayas, excluyendo a las áreas urbanas y costeras; ii) 3 cantones de la provincia de Los Ríos (Palenque, Vinces y Baba); iii) 4 cantones de la provincia de Manabí (24 de mayo, Paján, Santa Ana y Olmedo); y, iv) un cantón en la provincia de Santa Elena (Santa Elena). La mayoría de pobres rurales se ubican en tres provincias del Sur de la costa ecuatoriana: Manabí, Guayas y los Ríos.

2. *Población-objetivo y beneficiarios del Proyecto.* El grupo objetivo estará conformado por al menos un 40% mujeres (4.000 mujeres, incluyendo a las mujeres jóvenes). El 20% de ellas serán mujeres jefas de hogar (800 mujeres, incluyendo a las mujeres jóvenes). Las organizaciones de mujeres tendrán un trato preferente en el acceso a los recursos y servicios del proyecto. Los y las jóvenes que podrán acceder a los recursos y servicios del proyecto serán el 20% de la población objetivo, es decir 2.000 personas. El proyecto incluye un sub-componente a la promoción de la formación, capacitación y creación de emprendimientos de los jóvenes rurales.

3. *Meta.* El Proyecto se pone como meta alcanzar 10.000 pequeños productores rurales en condición de pobreza, en las parroquias focalizadas.

4. *Objetivo de desarrollo.* Mejorar los ingresos de los pequeños productores/as rurales pobres, especialmente de mujeres y jóvenes, y la sostenibilidad ambiental y resiliencia climática de las actividades productivas en el área del proyecto. Se espera así contribuir a reducir la pobreza de los pequeños productores/as rurales pobres de la cuenca baja del río Guayas.

5. *Componentes.* El proyecto tendrá los siguientes cuatro componentes: i) Apropiación de innovaciones y mejores prácticas; ii) Inversiones productivas sostenibles e inclusivas; iii) Gestión y administración del proyecto; iv) Componente de Respuesta de Emergencia Contingente (CREC). Los dos primeros componentes corresponden a los pasos principales del proceso de transferencia de innovaciones y mejores prácticas (técnicas, tecnológicas y social-cooperativas).

5.1. Componente 1: Apropiación de innovaciones y mejores prácticas. Este componente busca identificar y validar las mejores tecnologías y prácticas agronómicas y cooperativas, ya probadas con éxito en Ecuador y en otros países, que respondan a las necesidades identificadas y priorizadas previamente con los pequeños productores.

Las actividades a realizar en este componente incluyen: i) identificación (paso 1) adaptación- demostración (paso 2), validación (paso 3), difusión (paso 4) de innovaciones y mejores prácticas reconocidas dentro y fuera del país. A través de acciones de demostración concreta de la validez de las prácticas e innovaciones para el territorio y las demandas priorizadas, se apunta a lograr la apropiación de estas mismas de parte de las Organización de Pequeños Productores (OPP). La *apropiación* por parte de las OPP, que es un paso previo a la *adopción*, se demuestra con la inclusión de las mejores prácticas e innovaciones en los Planes de Desarrollo Sostenible (PSD) que serán cofinanciados por el proyecto en el componente 2.

5.2. Componente 2: Inversiones productivas sostenibles e inclusivas. Este componente busca promover la adopción de innovaciones y mejores prácticas por parte de las OPP y, a través de estas, de todos y todas los pequeños productores beneficiarios/as.

Las actividades a realizar en este componente incluyen: i) una convocatoria abierta a todas las OPP presentes en las parroquias de intervención; ii) análisis de su elegibilidad y el diagnóstico institucional de sus capacidades organizativas de las que han sido preliminarmente declaradas elegibles y la pre-selección y categorización de las organizaciones potencialmente beneficiarias; iii) análisis de necesidades y demandas de las OPP pre-seleccionadas para el mejoramiento de su eficiencia y eficacia en los sectores técnico, tecnológico, social-cooperativo; iv) análisis de la oferta de productos en el territorio y mapeo de productos típicos locales; v) aplicación del procedimiento de "Consentimiento Libre, Previo e Informado" en comunas que se definan como indígenas; vi) la consolidación de la demanda de las OPP y comparación/ajuste con las líneas de trabajo preliminarmente identificadas en el componente 1.

5.3. Componente 3: Gestión y administración del proyecto. Este componente tiene como objetivo realizar una gestión y administración óptima del Proyecto para asegurar el logro de los objetivos y resultados.

Las actividades a realizar en este componente incluyen: i) planificación operativa; ii) gestión financiera y administrativa; iii) seguimiento y evaluación; y, iv) Gestión del conocimiento y comunicación.

El Proyecto dará seguimiento continuo a la ejecución de los Planes de Desarrollo Sostenible (PDS) por parte de las OPP, evidenciando a tiempo posibles problemáticas que surjan durante la implementación. Para la Gestión del Conocimiento y la identificación de lecciones aprendidas, será clave la sistematización continua de los productos del diagnóstico, de la investigación aplicada, de los ensayos demostrativos de las innovaciones propuestas, de las rutas de aprendizaje, pasantías e intercambios de saberes.

5.4. Componente 4: Componente de Respuesta de Emergencia Contingente. El objetivo de este componente es tener un instrumento de apoyo a cualquier emergencia contingente que el Prestatario puede enfrentar en el área rural. Las emergencias que son elegibles dentro de este componente se definen como un evento que ha causado, o es probable que cause un importante impacto económico y/o social adverso asociado con crisis o desastres naturales o provocados por el hombre.

II. Disposiciones de ejecución

1. Organismo Responsable del Proyecto

6. *Designación.* El Prestatario designa al Ministerio de Agricultura y Ganadería (MAG), como Organismo Responsable del Proyecto.

6.1 *Funciones.* El MAG será el responsable de la ejecución general del Proyecto y entre sus responsabilidades se encuentran: (i) Incluir en la proforma presupuestaria anual los requerimientos de recursos del Proyecto y tramitar su aprobación ante las entidades relevantes; (ii) Actualizar el dictamen de prioridad del Proyecto cuando sea requerido; (iii) Supervisar, controlar y evaluar la implementación, de acuerdo con el presente Convenio, las normas nacionales, así como lo dispuesto en el MOP; (iv) Aprobar el MOP y sus enmiendas; (v) Revisar los informes de auditoría; (vi) Participar en las misiones de supervisión.

2. Unidad Ejecutora del Proyecto (UEP).

7. Para la implementación del Proyecto el MAG creará una Unidad Ejecutora del Proyecto (UEP) desconcentrada, con autonomía en la gestión administrativa, técnica, financiera y legal.

8. *Composición de la UEP.* La UEP estará conformada por un Gerente; un Coordinador(a) Administrativo(a) Financiero(a); y el equipo técnico y administrativo necesario para la correcta ejecución del Proyecto, que serán agrupados en una Oficina Nacional ubicada en las instalaciones del MAG en Guayaquil y dos Oficinas Locales ubicadas dentro de las Direcciones Distritales del MAG de Portoviejo y Babahoyo.

9. *Contratación del Personal de la UEP.* El MAG seleccionará al Gerente y al Coordinador Administrativo Financiero de acuerdo con la normativa nacional vigente, mediante un proceso público, de amplia divulgación, competitivo y transparente, con términos de referencia y metodología de selección aceptables para el Fondo. Dicho nombramiento se hará previa no objeción del Fondo. En caso de ser necesario reemplazar al Gerente y/o al Coordinador Administrativo Financiero, el MAG, tras justificar al Fondo dicha necesidad y en base a una evaluación de desempeño de tipo técnico y administrativo, seleccionará y nombrará, en acuerdo con el Fondo, a su sucesor a la brevedad posible siguiendo un procedimiento competitivo y transparente. Todos los demás cargos del Proyecto y sus eventuales reemplazos serán seleccionados por la UEP conforme procedimiento establecido en el MOP y estarán alineados con las políticas del Organismo Responsable del Proyecto.

10. *Gerente de la UEP.* El Gerente será responsable de la conducción y administración del Proyecto, garantizando el cumplimiento de las leyes, normas, políticas y directrices emitidas por el Gobierno del Ecuador, a través del MAG y el FIDA. La Gerencia rendirá cuentas al área correspondiente del MAG y tendrá como funciones: i) Liderar, coordinar y supervisar las áreas técnica, administrativa y financiera para el cumplimiento de las actividades del Proyecto en el marco de la normativa nacional, el Convenio de Financiamiento y el MOP, ii) Coordinar y dar seguimiento a la planificación y presupuesto anual, iii) Supervisar la contratación de las actividades necesarias para el cumplimiento de los objetivos del Proyecto, iv) Coordinar la elaboración de los informes de seguimiento y avances semestrales y anuales, v) Coordinar con la Contraloría General del Estado las auditorías financieras y, vi) Aprobar los gastos de la operación y las transferencias a los grupos beneficiarios para el financiamiento de los PDS.

3. Manual de Operaciones del Proyecto (MOP)

11. El Proyecto se ejecutará conforme al presente Convenio y al MOP el cual establece las reglas operativas y administrativas, procedimientos y formatos para la ejecución del Proyecto por parte del Prestatario.

12. El Gerente del Proyecto en coordinación con el equipo técnico, administrativo y financiero, preparará el MOP que incluirá entre otras cosas, las modalidades de ejecución de los componentes, la organización del Proyecto, los arreglos de seguimiento y evaluación participativa incluidos los indicadores de resultados anuales, el flujo de fondos, los procedimientos de las adquisiciones y contrataciones, los sistemas de contabilidad, gestión y control financiero, los reglamentos de asignación y transferencia de recursos y requerimientos de contrapartida, roles y funciones de los equipos del Proyecto.

13. La adopción del MOP del Proyecto se hará previa a la no-objeción del Fondo. Si fuera necesario, el Gerente del Proyecto podrá proponer modificaciones al MOP que se consideren oportunos aplicar durante la implementación y serán aprobados por el MAG antes de ser sometido para la no-objeción/aprobación del FIDA.

Anexo 2*Cuadro de asignaciones*

1. *Asignación de los recursos del Préstamo.* En el cuadro que figura a continuación se presenta la Categoría de Gastos Admisibles que se financiará con cargo al Préstamo y la asignación del monto de Préstamo a la Categoría, así como el porcentaje de financiación de la Categoría:

Categoría	Monto del Préstamo asignado (expresado en 000 USD)	Porcentaje
I. Equipamiento y Materiales	300	100% Sin impuestos
II. Asistencia Técnica y Consultorías	1,510	100% Sin impuestos
III. Transferencias	16,560	100% Excluyendo los aportes de los Beneficiarios
IV. Gastos Operativos	890	100% Sin impuestos
V. Salarios	1,860	100%
Sin Asignación	2,350	
TOTAL	23,470	

Definiciones:

Por "Asistencia Técnica y Consultorías": se entienden los gastos relacionados con capacitaciones, estudios, digitalización y la contratación de consultores para la ejecución y monitoreo del Proyecto.

Por "Transferencias": se entienden las transferencias para la ejecución de convenios con las Organizaciones beneficiarias.

Por "Equipamiento y materiales": se entienden los gastos relacionados a la adquisición de equipos informáticos que incluyen licencias, mobiliario y equipo de oficina, repuestos y materiales necesarios para la ejecución y monitoreo de las actividades del Proyecto.

Por "Gastos Operativos" (IV) y "Salarios" (V) se entienden los correspondientes o necesarios para la ejecución e implementación del Proyecto.

En lo referente a "Sin Asignación" no corresponde a una categoría de gasto. Su uso deberá ser reasignado a las otras categorías, de común acuerdo entre el Prestatario, por solicitud del Ejecutor, y el Fondo.

2. *Gastos de puesta en marcha.* Podrán retirarse fondos bajo las categorías II Asistencia Técnica y Consultorías, IV Gastos Operativos y V Salarios por un total no superior USD 200

000. Dichos gastos deberán ser incurridos entre la fecha de entrada en vigor y la fecha en que se hayan cumplido las condiciones previas para el retiro de fondos. Para ser considerados admisibles, los gastos de puesta en marcha y las categorías de gastos correspondientes deberán contar con la no objeción previa del FIDA.

Anexo 3

Compromisos especiales

De conformidad con la Sección 12.01 (a) (xxiii) de las Condiciones Generales, el Fondo podrá suspender, total o parcialmente, el derecho del Prestatario a solicitar retiros de la Cuenta del Préstamo si el Prestatario incumple cualquiera de los compromisos especificados a continuación, y el Fondo haya determinado que dicho incumplimiento ha tenido, o es probable que tenga, un efecto adverso en el Proyecto:

1. *Planificación, seguimiento y evaluación.* El Prestatario, a través de la Unidad Ejecutora del Proyecto, se asegurará de que se establezca un sistema de Planificación, Seguimiento, Evaluación y Gestión del Conocimiento, dentro de los primeros doce (12) meses a partir de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio.
2. *Género.* El Prestatario, a través de la Unidad Ejecutora del Proyecto, se asegurará de que se elabore una Estrategia de Género y Jóvenes, dentro de los primeros doce (12) meses a partir de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio.
3. *Pueblos indígenas (PI).* El Prestatario, a través de la UEP, se asegurará de que los aspectos de los PI se tengan debidamente en cuenta en la implementación del Proyecto de acuerdo con las disposiciones aplicables de la legislación nacional.
4. *Cumplimiento con los Procedimientos de Evaluación Ambiental y Climática Social (ESAC).* El Prestatario, a través de la Unidad Ejecutora del Proyecto, se asegurará que el Proyecto se implemente de conformidad con el ESAC del FIDA.
El Proyecto, para su implementación, considerará el Marco de Gestión Ambiental y Social (ESMF) para examinar los riesgos e impactos de las actividades propuestas, incluidas las posibles vulnerabilidades ambientales y sociales. El ESMF preverá que se establezca un mecanismo para recibir y facilitar las resoluciones de las quejas de las partes afectadas por el Proyecto.
5. *Medidas anticorrupción.* El Prestatario, a través de la Unidad Ejecutora del Proyecto, deberá cumplir con la Política del FIDA en materia de Prevención del Fraude y la Corrupción en sus Actividades y Operaciones, tomando las medidas adecuadas para prevenir, mitigar y combatir las prácticas prohibidas.
6. *Procedimiento de reclamaciones del FIDA por presunto incumplimiento de sus políticas sociales y ambientales y aspectos obligatorios de sus procedimientos de evaluación social, ambiental y climática.* El MOP incluirá referencia al Procedimiento de quejas del FIDA cuyo objetivo es permitir que las personas y las comunidades se comuniquen directamente con el FIDA y presenten quejas si creen que el Proyecto no está cumpliendo con las normas ESAC.
7. *Acoso sexual, explotación sexual y abuso.* El Prestatario y las Partes del Proyecto se asegurarán de que el Proyecto se lleve a cabo de conformidad con las disposiciones de la Política del FIDA sobre prevención y respuesta al acoso sexual, la explotación sexual y el abuso, según se modifique periódicamente.

Marco lógico

Jerarquía de los resultados	Indicadores				Fuente de verificación			Supuestos				
	Nombre	Línea de base	Medio término	Meta final	Fuente	Frecuencia	Responsabilidad					
Alcance 1. Pequeños productores rurales pobres que reciben los servicios promovidos o apoyados por el proyecto	1. Pequeños productores rurales pobres que reciben los servicios promovidos o apoyados por el proyecto				Reportes sistema S&E	Anual	UEP					
	Hombres - Número		1968	4800								
	Mujeres (40% sin incluir las mujeres jóvenes, ver abajo) - Número		1312	3200								
	Jóvenes (20%) - Número		820	2000								
	No jóvenes - Número		3280	8000								
	Mujeres jóvenes (50%) en formación - Número		1000	1000								
	Hombres jóvenes (50%) en formación - Número		1000	1000								
	Jóvenes indígenas - Número		50	50								
	Mujeres jefas de hogar (20%) - Número		344	840								
	Población indígena (5%) - Número		205	500								
	Mujeres indígenas - Número		82	200								
	Población no indígena - Número		3895	9500								
	Total pequeños productores rurales pobres - Número		4100	10000								
	1.a Hogares alcanzados								Reportes sistema S&E	Anual	UEP	
	Hogares alcanzados - Número		10000	10000								
Hogares con jefatura de mujer - Número		344	840									
Hogares sin jefatura de mujer - Número		3756	9160	Reportes sistema S&E	Anual	UEP						
1.b Miembros de los hogares estimados												
Miembros de los hogares estimados - Número		15775	42000									
Meta Contribuir a reducir la pobreza de los pequeños productores rurales pobres de la cuenca baja del río Guayas	Disminución de la pobreza rural por ingresos				M&E system reports	Inicio, Final	UEP	Las políticas macroeconómica y sociales se mantienen. La crisis económica muestra mejoría.				
	Porcentaje - Porcentaje		6.2	6.2								
Objetivo de desarrollo Mejorar los ingresos de los pequeños	Pequeños productores rurales pobres, mujeres y jóvenes incrementan los ingresos (netos) en un 18% (CI)ODS 1				Informe de evaluación		UEP	Los posibles cambios a				

productores rurales pobres, especialmente de mujeres y jóvenes y la sostenibilidad ambiental de las actividades productivas en el área del proyecto	Pequeños productores rurales pobres, mujeres y jóvenes incrementan los ingresos (netos) en un 18% (CI) ODS 1 - Número		3280	8000		Inicio, Intermedio, Final		nivel de gobierno tienen efectos positivos en la implementación. El contexto internacional es favorable. Eventos climatológicos extremos tienen efectos limitados en la producción. Existen políticas favorables para el enfoque de género.		
	Mujeres - Número		1050	2560						
	Mujeres jefas de hogar - Número		275	672						
	Jóvenes (50% mujer) - Número		656	1600						
	Indígenas - Número		164	400		Reportes Sistema de S&E	Inicio, Intermedio, Final	UEP		
	Número de personas/hogares que declaran haber adoptado prácticas y tecnologías sostenibles desde el punto de vista ambiental y resilientes al cambio climático (CI 3.2.2.)									
	Número de personas/hogares que declaran haber adoptado prácticas y tecnologías sostenibles desde el punto de vista ambiental y resilientes al cambio climático (CI 3.2.2.) - Número		3280	8000						
	Mujeres - Número		1050	2560						
	Mujeres jefas de hogar - Número		275	672						
	Jóvenes - Número		656	1600						
Indígenas - Número		164	400							
Mujeres que mejoran su nivel de empoderamiento (autonomía en los ingresos, autoestima, membresía en grupos) - (CI IE.2.1)										
Mujeres - Porcentaje	0	0	0							
Efecto directo 1. Las organizaciones de pequeños productores rurales se han apropiado de las innovaciones y mejores prácticas validadas e introducidas en el territorio	Organizaciones de pequeños productores que reportan haberse apropiado de tecnologías y mejores prácticas validadas e introducidas en el territorio, según tipo (agronómicas, cooperativa) (IE)				Reportes Sistema de S&E				Anual	UEP
	Organizaciones de pequeños productores que reportan haberse apropiado**** de tecnologías y mejores prácticas validadas e introducidas en el territorio, según tipo (agronómicas, cooperativa) (IE) - Número	0	115	115						
	Organizaciones de PP - Número	0	90	90						
	Emprendimientos de jóvenes - Número	0	25	25						
Producto 1.1 Tecnologías y mejores prácticas (técnicas-tecnológicas, social-cooperativas) para pequeños productores rurales pobres validadas	Tecnologías y mejores prácticas (técnicas-tecnológicas y social-cooperativo) para pequeños productores rurales pobres (mujeres y jóvenes) validadas (IE)				Reportes	Anual	UEP	Interés de centros de investigación local en el desarrollo de		
	Tecnologías y mejores prácticas (técnicas-tecnológicas y social-cooperativo) para pequeños productores rurales pobres (mujeres y jóvenes) validadas (IE) - Número	0	80	80						

	Técnicas-tecnológicas - Número	0	45	45				tecnologías y mejores prácticas para el pequeño productor rural
	Social-Cooperativas - Número	0	35	35				
Efecto directo 2. Los pequeños productores rurales pobres y sus organizaciones han mejorado las capacidades técnicas, cooperativas, empresariales y de prestación de servicios con un enfoque de inclusión y de sostenibilidad ambiental	Pequeños productores rurales pobres que incrementan el rendimiento de sus actividades productivas en 36% (IE)				Reportes sistema S&E	Anual	UEP	Existe una oferta de organizaciones interesadas en su fortalecimiento
	Pequeños productores rurales pobres que señalan haber logrado un aumento en la producción (al menos 36% en rendimiento) (CI1.2.4)4 - Número		3280	8000				
	Mujeres - Número		1050	2560				
	Mujeres jefas de hogar - Número		275	672				
	Jóvenes (50% mujeres) - Número		656	1600				
	Indígenas - Número		164	400				
	Pequeños productores rurales pobres y organizaciones que han adoptado las tecnologías y buenas prácticas según tipo (técnicas, sociales)				Reportes Sistema de S&E	Anual	UEP	
	Pequeños productores rurales pobres y organizaciones que han adoptado las tecnologías y buenas prácticas según tipo (técnicas, sociales) CCI1.2.2.) - Número	0	3280	8000				
	Mujeres - Número	0	1050	2560				
	Mujeres jefas de hogar - Número	0	275	672				
	Jóvenes (50% mujeres) - Número	0	656	1600				
	Indígenas - Número	0	164	400				
	Organizaciones PP - Número	0	37	90				
	Emprendimientos de jóvenes - Número	0	5	25				
	Pequeños productores rurales pobres que disminuyen los costos de producción (costo/unidad volumen) en un 20% (IE)				Reportes sistema S&E	Anual	UEP	
	Pequeños productores rurales pobres que disminuyen los costos de producción (costo/unidad volumen) en un 20% (IE) - Número		3280	8000				
	Mujeres - Número		1050	2560				
	Mujeres jefas de hogar - Número		275	672				
	Pequeños productores rurales pobres que declaran un aumento en las ventas en 54% respecto a la LB (CI 2.2.5)				Reportes sistema S&E	Anual	UEP	
	Organizaciones PP - Número		37	90				
Emprendimientos de jóvenes - Número		5	25					
Organizaciones de pequeños productores rurales pobres que han celebrado acuerdos/asociaciones formales o contratos con entidades públicas o privadas CI2.2.4)				Reportes sistema S&E	Anual	UEP		

	Organizaciones de pequeños productores rurales pobres que han celebrado acuerdos/asociaciones formales o contratos con entidades públicas o privadas (CI2.2.4) - Número		30	72				
	Emprendimientos de jóvenes - Número		4	20				
	Pequeños productores rurales de OPP apoyadas que declaran recibir servicios nuevos o mejorados de sus organizaciones (CI2.2.4)				Reportes sistema S&E	Anual	UEP	
	Pequeños productores rurales de OPP apoyadas que declaran recibir servicios nuevos o mejorados de sus organizaciones (CI2.2.4) - Número		4100	10000				
	Mujeres - Número		1312	3200				
	Mujeres jefas de hogar - Número		344	840				
	Jóvenes - Número		820	2000				
	Indígenas - Número		164	400				
	Mujeres y jóvenes en cargos directivos en OPP				Reportes sistema S&E	Anual	UEP	
	Mujeres y jóvenes en cargos directivos en OPP - Número		111	270				
	Jóvenes en cargos directivos en OPP - Número		37	90				
	Jóvenes rurales (50% mujeres) con competencias técnicas y transversales mejoradas - Número							
Producto	OPP y emprendimientos de jóvenes implementan inversiones y/o acciones de fortalecimiento apoyadas				Reportes sistema S&E	Anual	UEP	Suficientes organizaciones de pequeños productores rurales participan en el proceso
2.1 OPP y emprendimientos de jóvenes con inversiones y acciones de fortalecimiento apoyadas**	OPP y emprendimientos de jóvenes implementan inversiones y/o acciones de fortalecimiento apoyadas - Número	0	89	115				
	OPP segundo grado o consolidada - Número	0	4	5				
	OPP base - Número	0	70	85				
	Emprendimientos de jóvenes - Número	0	15	30				
	OPP con fondos revolventes				Reportes sistema S&E	Anual	UEP	
	OPP con fondos revolventes - Número	0	50	50				
	OPP segundo grado o consolidada - Número	0	1	2				
	OPP base - Número	0	17	34				
	Emprendimientos de jóvenes - Número	0	5	10				
	Pequeños productores rurales pobres (hombres y mujeres, jóvenes) capacitados en género y juventud				Reportes sistema S&E	Anual	UEP	
	Pequeños productores rurales pobres (hombres y mujeres, jóvenes) capacitados en género y juventud - Número	0	5000	5000				
Efecto directo	Jóvenes rurales (50% mujeres) con competencias técnicas y transversales mejoradas							Jóvenes rurales
3. Jóvenes rurales han mejorado sus								

competencias técnicas y transversales	Jóvenes rurales (50% mujeres) con competencias técnicas y transversales mejoradas - Número		150	250				mantienen su interés en programas de educación y conforman organizaciones
Producto 3.1 Jóvenes rurales capacitados para especialización y con práctica laboral aplicada en las OPP	Jóvenes rurales capacitados para especialización y con práctica laboral aplicada			Reportes sistema S&E	Anual	UEP		
	Jóvenes rurales capacitados para especialización y con práctica laboral aplicada - Número	0	200	300				
	Mujeres - Número	0	100	150				
	Indígenas - Número	0	10	15				
Efecto directo 4. Organizaciones de pequeños productores rurales (mujeres y jóvenes) e Instituciones públicas (MAG/UCP, Colegios) cuentan con recursos de conocimiento y comunicación para el aprendizaje, escalamiento, contribución a políticas (desarrollo productivo sostenible, género, juventud)	OPP, instituciones públicas que declaran cuentan/usan los recursos de conocimiento y comunicación:			Reportes sistema S&E	ANUAL	UEP		
	Organizaciones PP - Número	0	90	90				
	Emprendimientos de jóvenes - Número	0	25	25				
	Instituciones públicas (MAG, Colegios agropecuarios (24), INIAP, Universidades (4)) - Número	0	30	30				
Producto 4.1 Recursos de conocimiento y comunicación desarrollados para su adopción/escalamiento/contribución a políticas de desarrollo productivo agrícolas, género, juventud	Productos de conocimiento pertinentes para las políticas concluidos y difundidos (CI Policy 1)			Reportes sistema S&E	Anual	UEP		
	Productos de conocimiento pertinentes para las políticas concluidos y difundidos (CI Policy 1) - Número	0	0	20				
	Familias satisfechas con los servicios-apoyos del proyecto (CI SF.2.1) - Número	0	3280	8000				
	Equipo del proyecto/MAG y de las organizaciones capacitado en género y SyE - Número							
	Equipo del proyecto (19G, 19 SE) - Número	0	19	19				
	Personal del MAG - Número	0	25	25				
	Equipo del proyecto/MAG y de las organizaciones capacitado en género y SE			Reportes sistema S&E	Anual	UEP		
	Equipo del proyecto (19G, 19 SE) - Número	0	19	19				
	Personal del MAG - Número	0	25	25				

Matriz integrada de Riesgos del Proyecto

Categoría de riesgo / Subcategoría	Inherente	Residual
Contexto nacional		
Compromiso político		Ningún riesgo previsto
El Gobierno siempre ha demostrado su compromiso.		
Gobernanza	Moderado	Moderado
Riesgo: Cambios en las políticas e institucionalidad nacional/sectorial generan solicitudes de modificaciones en el proyecto o inestabilidad en la dirección afectando la ejecución.	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: El MAG, MEF y FIDA realizarán un seguimiento continuo a las políticas e institucionalidad para mitigar los efectos sobre el proyecto, a través de la comunicación directa con las instituciones, los mecanismos de coordinación creados para el proyecto y las misiones de supervisión.		
Riesgo: Limitada intra e inter coordinación institucional, afecta el impacto y sostenibilidad	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: El proyecto mantendrá la comunicación y desarrollo de alianzas institucionales, según las competencias de cada entidad, desde el inicio de la ejecución, a través de convenios marco del MAG u otros mecanismos		
Factores macroeconómicos	Moderado	Moderado
Riesgo: Agudización de la crisis económica y fiscal afecta asignaciones del presupuesto.	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: El proyecto realizará el Seguimiento continuo al contexto económico y coordinación MEF, MAG, UEP, FIDA para asegurar recursos al proyecto. El seguimiento al contexto será un módulo dentro del sistema de SE		
Riesgo: Negociación de acuerdo comercial con EEUU genera expectativas para un mejor acceso de las exportaciones, pero comporta riesgos para productos, como arroz y maíz amarillo.	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: El proyecto realizará el seguimiento a la negociación y firma del acuerdo comercial con EEUU y análisis de impactos en rubros priorizados (módulo de contexto en sistema SE). • El Proyecto promoverá el incremento de la promoción para la diversificación productiva y la adopción de modelos alternativos a los monocultivos de maíz y arroz, en coordinación con el MAG.		
Riesgo: La expansión del Coronavirus genera una disminución de la producción y de las ventas, el decrecimiento de los mercados, la caída de los precios internacionales de los rubros cultivados y del petróleo, y el deterioro social.	Substancial	Moderado

<p>Medidas de mitigación: El proyecto definirá un plan de corto plazo, con asignación de recursos, con aprobación del MAG y FIDA para:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Incrementar acciones que favorezcan el aumento de la productividad y producción en condiciones de seguridad, mejorando la seguridad alimentaria (disponibilidad, consumo, inocuidad). • Fomentar el desarrollo de actividades de acopio, almacenamiento, transformación y distribución de la producción primaria. • Incentivar la inclusión y participación de los grupos vulnerables en las iniciativas del proyecto, especialmente mujeres y jóvenes. <p>Este plan deberá incluir: objetivos, beneficiarios (población, territorios), actividades, resultados, indicadores, recursos, responsables y cronograma de ejecución.</p> <ul style="list-style-type: none"> • A solicitud del Gobierno, el FIDA reasignará fondos no comprometidos para actividades dirigidas a responder a situaciones de emergencia. El mecanismo para la declaración de emergencia estaría de acuerdo con los procedimientos gubernamentales actuales. 		
<p>Fragilidad y seguridad</p>	<p>Substancial</p>	<p>Substancial</p>
<p>Riesgo: Posibilidad de agravamiento de los conflictos sociales del país, causan dificultades para la operación en territorio.</p>	<p>Bajo</p>	<p>Bajo</p>
<p>Medidas de mitigación: Adopción de medidas de seguridad para el personal del proyecto, desde el inicio de la ejecución</p>		
<p>Riesgo: La epidemia por el COVID-19 evidencia a los problemas de seguridad de los alimentos producidos y procesados por los pequeños agricultores.</p>	<p>Alto</p>	<p>Alto</p>
<p>Medidas de mitigación: Introducción de Medidas de mitigación del impacto de la epidemia por el COVID-19. Métodos y medidas de seguridad para garantizar la inocuidad de los alimentos en los procesos de producción, poscosecha, empaque, transformación, transporte y comercialización.; promoción de medidas de seguridad (distanciamiento social, uso de dispositivos de protección personal, higiene personal), tanto para el personal del proyecto como en las reuniones con los grupos beneficiarios.</p>		
<p>Riesgo: La epidemia de Coronavirus puede afectar al personal y a los beneficiarios del proyecto</p>	<p>Alto</p>	<p>Alto</p>
<p>Medidas de mitigación: Adopción de medidas de seguridad (distanciamiento social, uso de dispositivos de protección personal, higiene personal), tanto para el personal del proyecto como en las reuniones con los grupos beneficiarios</p>		
<p>Estrategias y políticas sectoriales</p>	<p>Moderado</p>	<p>Moderado</p>
<p>Armonización de políticas</p>	<p>Moderado</p>	<p>Moderado</p>
<p>Riesgo: Inestabilidad de precios en el mercado internacional afecta a rubros de exportación y a precios domésticos de productos de AFC.</p>	<p>Moderado</p>	<p>Moderado</p>
<p>Medidas de mitigación: El Proyecto realizará el seguimiento a precios internacionales de productos priorizados y reorientación de la producción de acuerdo a la</p>		

demanda cambiante. Formará parte del módulo de seguimiento del contexto del sistema de SE		
Formulación y aplicación de políticas	Moderado	Moderado
Riesgo: Los productos de Gestión del Conocimiento para formulación de políticas no vienen utilizados por el gobierno.	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: El proyecto garantizará una alta calidad de los productos de Gestión del Conocimiento y realizará gestiones continuas para difundirlos con los decisores del gobierno.		
Contexto ambiental y climático	Substancial	Moderado
Vulnerabilidad del proyecto a las condiciones ambientales	Alto	Moderado
Riesgo: Ocurrencia de eventos climatológicos extremos (Niño y/o Niña) causan sequías y/o inundaciones.	Alto	Moderado
Medidas de mitigación: El Proyecto contempla la incorporación del análisis de riesgos climáticos e identificación de las medidas de adaptación y mitigación a la variabilidad climática y eventos climáticos extremos en los PDS: - Zonificar las fincas con el objetivo de identificar zonas de riesgo de inundación y planificar de manera adecuada las áreas de producción agrícola. - Mejorar las defensas ribereñas mediante la reforestación con especies nativas y mantenerlas como áreas de conservación. - Evitar la expansión de cultivos hacia zonas inundables y mantener zonas de protección y conservación en función de la zonificación de las fincas. - Programación de los cultivos en función de los pronósticos climáticos agrícolas generados por el INAMHI.		
Vulnerabilidad del proyecto a los efectos del cambio climático	Bajo	Bajo
Riesgo: Las innovaciones agronómicas introducidas por el proyecto aumentan la exposición de los pequeños productores a los efectos del cambio climático.	Bajo	Bajo
Medidas de mitigación: El Proyecto contempla la incorporación del análisis de riesgos climáticos e identificación de las medidas de adaptación y mitigación en los PDS, incluyendo la apropiación de las tecnologías y mejores prácticas de producción con enfoque ambiental y de ACC.		
Alcance del proyecto	Moderado	Moderado
Pertinencia del proyecto	Bajo	Bajo
Riesgo: Las condiciones del contexto se modifican.	Bajo	Bajo
Medidas de mitigación: Adaptación del proyecto al nuevo contexto tras las misiones de supervisión y/o de Revisión de Medio Término.		
Solidez técnica	Moderado	Moderado
Riesgo: Atraso y dificultades de armonización entre el documento proyecto de la Secretaría Técnica Planifica Ecuador y el del FIDA.	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: Coordinación estrecha, en la fase de pre inversión, del MAG-FIDA para que el Informe de		

Diseño (PDR) sea alineado al formato para los proyectos de inversión del sistema de planificación del GOE y esté en la fecha requerida según el ciclo de inversión del país. Durante el diseño se ha incluido a contraparte del MAG como parte del equipo		
Riesgo: Cambios en el diseño del proyecto solicitados por el GOE pueden atrasar el arranque e implementación (enmienda desde el MEF, procedimientos internos)	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: El MAG y FIDA coordinarán con MEF y Planifica Ecuador para buscar que las enmiendas y otros requerimientos sean expedidas rápidamente, en las fases de preinversión e inversión.		
Capacidad institucional de ejecución y sostenibilidad	Substancial	Moderado
Mecanismos de ejecución	Substancial	Moderado
Riesgo: Limitadas capacidades del equipo de proyecto para la implementación y sostenibilidad.	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: El proyecto, MAG, y FIDA Asegurarán procesos competitivos y transparentes de contratación del equipo, a través del PAC y el seguimiento a las contrataciones. Capacitación al equipo del proyecto en gestión de proyectos, SE, género, ambiente, etc		
Riesgo: Procedimientos internos al MAG y tardío cumplimiento de condiciones de efectividad retrasan desembolsos y ejecución.	Alto	Moderado
Medidas de mitigación: Plan de acción MAG, MEF, FIDA para el cumplimiento de condiciones de efectividad en menor tiempo, a ser implementado después de la negociación. El MAG establecerá una Unidad de Gestión desconcentrada para mejorar la eficiencia en la ejecución.		
Riesgo: Cambios constantes en el equipo del proyecto, resta eficiencia y efectividad en la ejecución	Substancial	Moderado
Medidas de mitigación: El Proyecto, MAG, FIDA asegurarán procesos competitivos, transparentes del equipo El MAG asegurará la estabilidad del equipo que tenga competencias adecuadas		
Riesgo: Afectación del personal operativo por el COVID-19	Substancial	Moderado
Medidas de mitigación: El proyecto operará con estrictos protocolos de seguridad y el empleo de los dispositivos de protección personal. Al ocasionarse casos de contagio aplicará el protocolo de seguridad establecido por las autoridades de salud, poniendo en aislamiento y eventual tratamiento la persona afectada y todas las con las que pudiese haber estado en contacto, operando a través de otro personal para no afectar la implementación del proyecto.		
Mecanismos de seguimiento y evaluación	Moderado	Moderado
Riesgo: Débiles capacidades para seguimiento y evaluación	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: MAG, FIDA fortalecerán el diseño y operación de un sistema de seguimiento y evaluación, que incluye una participación mayor de Planificación del MAG, así como de selección cuidadosa del equipo de seguimiento, y capacitación al personal de la UEP		

Gestión financiera del proyecto	Moderado	Bajo
Organización y dotación de personal del proyecto	Moderado	Bajo
Riesgo: El riesgo de que la entidad de ejecución no cuente con la dotación necesaria de personal debidamente calificado y con experiencia en gestión financiera en los centros nacionales y regionales, lo cual puede traducirse en una capacidad limitada para satisfacer las necesidades funcionales del proyecto.	Moderado	Bajo
Medidas de mitigación: Contratación de equipo financiero con experiencia en el manejo de fondos externos y capacitación sobre procedimientos de la gestión financiera, según normativa nacional y del FIDA		
Elaboración de presupuestos del proyecto	Alto	Substancial
Riesgo: El riesgo de que los gastos presupuestados no sean realistas, no se preparen o revisen en los plazos establecidos o no se ejecuten de manera ordenada y prevista, lo cual puede provocar que los fondos no estén disponibles cuando se necesitan, que haya costos no admisibles y que deban reasignarse los fondos del proyecto y que el proyecto no se ejecute en los plazos previstos.	Alto	Substancial
Medidas de mitigación: Compromiso fuerte del MAG por una mayor ejecución, que permita negociar asignaciones adecuadas, lo que pasa por mantener una coordinación continua MEF, MAG, UEP, FIDA para asegurar recursos suficientes y oportunos para el buen desempeño del proyecto		
Flujo de fondos y desembolsos del proyecto	Bajo	Bajo
Riesgo: El riesgo de que los fondos de donantes múltiples se desembolsen con retraso debido a mecanismos de tesorería engorrosos o la incapacidad de los centros de costo y proveedores de servicios del proyecto de justificar los anticipos, lo cual puede dar lugar a retrasos en la ejecución.	Bajo	Bajo
Medidas de mitigación: Uso de la plataforma ICP del FIDA desde el inicio del Proyecto. Ecuador está autorizado para el uso de ICP pero no todos los proyectos dentro del portafolio están usando la plataforma.		
Controles internos del proyecto	Bajo	Ningún riesgo previsto
El control interno está basado en las Normas de Control Interno emitidas por la Contraloría General del Estado las cuales son de aplicación obligatoria para todas las instituciones públicas. El MAG cuenta con La Unidad de Auditoría Interna dependiente de la CGE y realiza exámenes especiales requeridos; Así como también los Informes de Auditoría Financiera realizados por la CGE incluyen una Carta sobre el cumplimiento del control interno		
Presentación de información contable y financiera del proyecto	Bajo	Ningún riesgo previsto
El Programa maneja el Sistema Integrado de Gestión Pública e-SIGEF que es una herramienta informática que facilita el desarrollo de los procesos de la gestión financiera pública. Los principios, políticas y procedimientos contables están regulados por el MEF a través del Manual de Contabilidad		

Gubernamental, Código Orgánico de Finanzas Públicas y su Reglamento y las Normas de Control Interno emitido por CGE. Paralelamente el programa maneja el sistema Guby Proy que es una herramienta informática que permite registrar los movimientos contables por componente, categoría de gasto y fuente de financiamiento y emite estados financieros y permite la generación de las solicitudes de desembolsos al Fondo. Efectividad de las sistemas comprobados en proyectos FIDA activos.		
Auditoría externa del proyecto	Moderado	Bajo
Riesgo: El riesgo de que los estados financieros del proyecto no se verifiquen de manera independiente y competente, o de que esta verificación no se realice en el plazo establecido, lo cual puede dar lugar a que los resultados financieros se interpreten de manera errónea, sean causa de suspensión, o conlleven otros recursos legales por incumplimiento.	Moderado	Bajo
Medidas de mitigación: MAG solicitará a la Contraloría General cada inicio del último cuatrimestre del año, que incorpore en su Plan de Trabajo Anual la Auditoría a los EEFF del Programa, y dispondrá al Programa la entrega de los EEFF hasta el 28 de febrero de cada año, lo que garantizará el cumplimiento de las condiciones contractuales.		
Adquisiciones y contrataciones	Moderado	Bajo
Marco jurídico y reglamentario		Ningún riesgo previsto
Vale la pena mencionar que el Marco Jurídico y Reglamentario para la Gestión de Adquisiciones esta afectado por otras normas y leyes distintas a la Ley de Contratación Pública como es el caso de las leyes de contratación de personal o la ley de austeridad. Se propone tener un seguimiento y coordinación con el organismo ejecutor para que las adquisiciones no se ven afectadas por estas otras normas.		
Rendición de cuentas y transparencia		Ningún riesgo previsto
SERCOP tiene una pagina que administra tramites de denuncia y reclamo en todos los procesos de contratación publica, con informacion publica de facil acceso.		
Capacidad en adquisiciones y contrataciones públicas	Moderado	Bajo
Riesgo: Solo existe una analista administrativa que es responsable de las adquisiciones y ademas ve otras funciones administrativas. El analista administrativo no cuenta con los años mínimos requeridos de experiencia y requiere capacitación para conocer con mayor amplitud las normas de adquisiciones y contrataciones del FIDA.	Moderado	Bajo
Medidas de mitigación: La cantidad de procesos de adquisiciones y contrataciones que maneja el Proyecto de manera directa es limitada; sin embargo el apoyo, supervisión y control de los procesos adquisiciones y contrataciones que realizan las Organizaciones Beneficiarias a través del portal de compras públicas, si requieren de un equipo más amplio y potente. Por lo que será necesario el fortalecimiento de los equipos administrativos y financieros		

del Proyecto en territorio, que aseguren una eficiente ejecución de dichos procesos. Mejorar los niveles salariales acordados para esta función para contar con personal de mayor experiencia.		
Procesos de adquisición y contratación pública	Moderado	Bajo
Riesgo: Los metodos de contratacion de consultorias no se alinean a los metodos de contratacion de consultorias del FIDA. Se utilizaba un formato distinto al estandar del FIDA para planificar las adquisiciones y contrataciones. La unidad ejecutora cuenta con un sistema de gestion que hace un registro muy basico de la informacion de los contratos, lo que no permite contar con una informacion completa.	Moderado	Bajo
Medidas de mitigación: La normativa ecuatoriana prevé el proceso por Contratación Directa para consultorías, este procedimiento que no se alinea a las directrices del FIDA, será necesario establecer que para las contrataciones de los servicios de consultoria deberá elaborarse una lista corta, previo a la instrumentacion del proceso conforme normativa nacional. Implementar el nuevo el formato estándar del FIDA donde se incluyen fechas y cifras previstas y efectivas que permita mejorar la operatividad de estos planes y su seguimiento. Actualizar el módulo Contratos del sistema de gestion que tiene el proyecto Guby Proy que permita llevar un control eficiente y efectivo de los contratos. Además permitirá cumplir con el reporte mensual de Contratos requerido por FIDA.		
Impacto ambiental, social y climático	Moderado	Moderado
Conservación de la biodiversidad	Bajo	Bajo
Riesgo: Las actividades suportadas por el proyecto ponen en riesgo la biodiversidad de la zona.	Bajo	Bajo
Medidas de mitigación: El proyecto no apoyará la expansión del área de cultivo; promoverá la reforestación funcional de los predios, el monitoreo de la cobertura vegetal natural y la implementación de modelos agroecológicos para promover la agro-biodiversidad, conservación y ampliación de la cobertura forestal.		
Eficiencia del uso de los recursos y prevención de la contaminación	Moderado	Moderado
Riesgo: Contaminación ambiental derivada de las actividades para agregar valor a la producción agrícola o servicios vinculados.	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: No se deforestarán o eliminará vegetación natural para establecer o habilitar instalaciones para el procesamiento de productos agrícolas o prestación de servicios. Las instalaciones deberán cumplir con las normas nacionales para el procesamiento de productos. No se realizarán descargas directas de desechos líquidos y sólidos a cuerpos de agua o suelos. Se establecerán procedimientos para el manejo y disposición final de los desechos orgánicos e inorgánicos.		
Patrimonio cultural	Bajo	Bajo

<p>Riesgo: El proyecto apoya actividades que pueden afectar al patrimonio cultural material del área: albarradas precolombinas categorizadas como patrimonio cultural del Ecuador y protegidas bajo el Artículo 7 de la Ley de Patrimonio Cultural (Registro Oficial Suplemento 465 de noviembre de 2004).</p>	<p>Bajo</p>	<p>Bajo</p>
<p>Medidas de mitigación: Los trabajos de rehabilitación de las albarradas antiguas se realizarán con la asistencia técnica de especialistas y la consulta y participación directa de los beneficiarios. Los trabajos se limitarán y enfocarán principalmente a la limpieza superficial del vaso (estructura que contiene y retiene el agua de lluvia y escorrentía) para recuperar la permeabilidad y facilitar la infiltración de agua. No habrá ningún trabajo de excavación profunda o movimiento de tierras que pueda alterar la estructura original de las albarradas.</p>		
<p>Pueblos indígenas</p>	<p>Moderado</p>	<p>Moderado</p>
<p>Riesgo: Conflictos internos y externos de las comunidades indígenas debidos al acceso a los recursos y servicios del proyecto.</p>	<p>Moderado</p>	<p>Moderado</p>
<p>Medidas de mitigación: Por medio de la aplicación del procedimiento de "Consentimiento Libre, Previo e Informado" (FPIC por sus siglas en inglés), el proyecto consensuará su intervención con las autoridades territoriales que administran las comunas, buscando que estas tengan el respaldo de los y las comuneras población en asambleas (como hacen normalmente). Para evitar conflictos y la ruptura de la organización tradicional de la comuna, el Proyecto apoyará a esta estructura socio-política y no a las organizaciones de pequeños productores que existan en su territorio, a menos que no lo indiquen así las autoridades locales respaldadas por una decisión de la asamblea.</p>		
<p>Condiciones laborales y de trabajo</p>	<p>Moderado</p>	<p>Moderado</p>
<p>Riesgo: Manejo de agro tóxicos inapropiado y peligroso para la salud de los trabajadores. Manejo de nuevas maquinarias pesadas y otras.</p>	<p>Moderado</p>	<p>Moderado</p>
<p>Medidas de mitigación:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Capacitación a los agricultores en medidas de protección y seguridad laboral para el uso de agro-químicos. • Implementar el uso de agro-químicos de baja toxicidad (etiquetas verdes) conforme a la legislación nacional. • Aplicación de tecnologías para la dosificación adecuada de fertilizantes y productos para el control de plagas. • Los PDS incluirán el establecimiento de contratos para el servicio disposición final de los envases con empresas gestoras de residuos peligrosos certificadas por el Ministerio del Ambiente. • Se establecerán en los PDS normas de seguridad laboral. • La entrega de maquinaria será acompañada por capacitación para su uso y manuales de funcionamiento claros y comprensibles. 		
<p>Salud y seguridad comunitarias</p>	<p>Alto</p>	<p>Moderado</p>

Riesgo: El personal del proyecto puede contribuir al contagio de COVID-19 en las comunidades y familias de los beneficiarios.	Alto	Moderado
Medidas de mitigación: Adopción de medidas de seguridad (distanciamiento social, uso de dispositivos de protección personal, higiene personal), tanto para el personal del proyecto como en las reuniones con los grupos beneficiarios.		
Reasentamiento físico y económico		Ningún riesgo previsto
No se prevé ningún riesgo de reasentamiento involuntario. Se tomarán todas las medidas posibles para evitar la necesidad de reasentamiento involuntario.		
Emisiones de gases de efecto invernadero	Moderado	Moderado
Riesgo: Las nuevas tecnologías y prácticas incrementan la emisión de GEI.	Moderado	Bajo
Medidas de mitigación: El proyecto no apoyará a técnicas y tecnologías que incrementen la emisión de GEI.		
Riesgo: La quema de rastrojos sigue igual o se incrementa, generando mayores emisiones de gases de efecto invernadero (GEI) como metano (CH ₄) y óxido nitroso (N ₂ O).	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: El proyecto fomenta la adopción de mejores prácticas agroecológicas para reducir las quemas: i) Modelos para promover la agro-biodiversidad, conservación y ampliación de la cobertura forestal y gestión de suelos; y, ii) Modelos de finca integral diversificada y diversificación productiva.		
Vulnerabilidad de las poblaciones objetivo y los ecosistemas a la variabilidad y las amenazas climáticas	Moderado	Moderado
Riesgo: El riesgo de que el proyecto aumente considerablemente la exposición o la vulnerabilidad de los medios de vida de las poblaciones objetivo, los ecosistemas, los activos económicos o la infraestructura a la variabilidad y las amenazas climáticas.	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: <ul style="list-style-type: none"> • El Proyecto contempla la incorporación del análisis de riesgos climáticos e identificación de las medidas de adaptación y mitigación en los PDS, incluyendo la apropiación de las tecnologías y mejores prácticas de producción con enfoque ambiental y de ACC. • Implementación de técnicas de diversificación productiva en cultivos, adaptadas a las condiciones locales; certificación y multiplicación de producción de semillas de especies y/o variedades más resistentes al cambio climático. 		
Partes interesadas	Substantial	Moderado
Participación y coordinación de las partes interesadas	Moderado	Moderado
Riesgo: Las OPP muestran poco interés en apadrinar emprendimientos de jóvenes	Bajo	Bajo
Medidas de mitigación: El Proyecto gestionará apoyo para la conformación y legalización de asociaciones de jóvenes, en articulación con las entidades competentes a nivel nacional y territorial.		

<p>Riesgo: Captura de los recursos del proyecto por parte de las elites locales ("elite capture")</p>	<p>Substancial</p>	<p>Moderado</p>
<p>Medidas de mitigación:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Los criterios de focalización social entran en los criterios de selección de las OPP y en las condicionalidades (ver el PIM). • El Proyecto, MAG y FIDA darán seguimiento continuo a la aplicación de los criterios de focalización social a través del sistema de Seguimiento y Evaluación. 		
<p>Reclamaciones de las partes</p>	<p>Substancial</p>	<p>Moderado</p>
<p>Riesgo: El proyecto no tiene en debida cuenta el derecho de autodeterminación de los pueblos indígenas locales.</p>	<p>Moderado</p>	<p>Moderado</p>
<p>Medidas de mitigación: El acuerdo de consentimiento libre, previo e informado, cuya aplicación con los pueblos indígenas locales es obligatoria para el proyecto, contendrá los procedimientos y mecanismos de reclamaciones, y las condiciones del retiro del consentimiento.</p>		
<p>Riesgo: Los beneficiarios y otras personas eventualmente afectadas por las actividades del proyecto o que sientan haber sido excluidas del acceso a sus recursos y servicios, no logran expresar sus quejas frente a la autoridad. Se verifican actos comprobados de acoso sexual y explotación y abuso sexual.</p>	<p>Substancial</p>	<p>Moderado</p>
<p>Medidas de mitigación:</p> <ul style="list-style-type: none"> • El FIDA permanece comprometido a lo largo del ciclo del proyecto para: i) trabajar proactivamente con las partes afectadas para resolver los reclamos; ii) asegurar que el procedimiento de reclamos y el Mecanismo de Quejas y Reclamos (MQR) a nivel del proyecto sean de fácil acceso por parte de las personas afectadas, culturalmente apropiados, con capacidad de respuesta y operativamente efectivos; y iii) mantener un registro de todos los reclamos y su resolución. • El FIDA se asegura de reflejar su política de no tolerancia hacia el acoso sexual o SEA en sus operaciones. Los casos de acoso sexual y/o SEA que se presentaren durante la ejecución del Proyecto, deberán registrarse y tener el seguimiento y resolución respectiva a través del Mecanismo de Quejas y Reclamos (MQR). 		